



Annonces du ministre après PISA 2022 : hors-sujet

Le 5 décembre 2023, simultanément à la publication du rapport PISA 2022, le ministre de l'Éducation nationale Gabriel ATTAL a présenté plusieurs mesures pour endiguer la baisse de niveau constatée. Examinées à l'aune des informations données par PISA sur notre système éducatif, ces mesures sont largement hors-sujet et risquent d'accroître les difficultés qu'elles prétendent combattre. Ce hiatus souligne la nécessité d'éviter les effets d'annonce et de renforcer l'appui sur les connaissances scientifiques nationales et internationales liées aux systèmes éducatifs. S'appuyant sur les résultats de PISA, le Collectif Maths&Sciences porte quelques propositions concernant notamment le mode de gouvernance du système éducatif dans notre pays¹.

Le Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) est une étude créée par l'Organisation de coopération et de développement économiques ([OCDE](#)) qui mesure tous les 3 ans les compétences en lecture, sciences et mathématiques des élèves de 15 ans des pays de l'OCDE et de pays partenaires. Les rapports PISA constituent un appui majeur pour la connaissance des systèmes éducatifs accumulée au niveau international depuis 20 ans. Cette édition 2022 a été retardée d'un an en raison de la pandémie du COVID-19 et porte sur 81 pays.

PISA : les constats. Pour l'ensemble des pays étudiés, l'enquête PISA menée en 2022² montre que depuis 2018 les élèves ont perdu un semestre en moyenne en compréhension de l'écrit et près d'une année en mathématiques. Ce phénomène, bien qu'alarmant, est en partie imputable à la crise sanitaire du COVID 19. En France³, les performances sont en forte baisse et les inégalités scolaires s'aggravent en sciences. Ces indicateurs restent toutefois dans la moyenne de l'OCDE. La France reste un pays socialement très inégalitaire, notamment en mathématiques. Les élèves français sont satisfaits de l'école et montrent une bonne motivation malgré un climat de classe moins bon que dans la moyenne des pays de l'OCDE⁴ et un faible accompagnement de la part des équipes éducatives pendant les périodes de confinement. À niveau de performance égal ou supérieur, le rapport pointe un coût par élève relativement modéré en France, légèrement au-dessus de la moyenne. Il montre aussi une forte aggravation du manque d'enseignants et une faible dynamique professionnelle dans les établissements scolaires.

Le rapport PISA constate⁵ que dans les pays peu performants, l'État joue un rôle central dans l'élaboration des programmes d'études, le rôle des enseignants restant mineur, au contraire des systèmes très performants qui responsabilisent davantage les équipes éducatives et pédagogiques. Les systèmes performants ont par ailleurs peu recours au regroupement par niveau entre les classes. Il souligne que les classes favorisant une mixité socio-économique bénéficient à tous les élèves. Suite à ces constats, il formule plusieurs recommandations, dont : éliminer les redoublements, éviter les sélections précoces et impliquer dans les politiques éducatives l'ensemble des parties prenantes de l'éducation en favorisant les approches ascendantes.

Les annonces du ministère de l'Éducation nationale. C'est dans ce contexte que le ministre appelle à une « mobilisation générale pour élever le niveau de notre École⁶ ». Il annonce notamment la mise en place dès le début de collège de groupes de niveaux flexibles en mathématiques et en français et un retour aux redoublements avec le dernier mot laissé aux professeurs. Dans le premier degré, deviennent obligatoires des manuels labellisés (co-financés par l'État) et des méthodes à employer pour les mathématiques, explicitées dans de nouveaux programmes. Au lycée général et technologique sera créée une nouvelle épreuve de baccalauréat anticipée de culture mathématique et scientifique.

L'analyse de ces annonces au regard des préconisations du rapport PISA 2022 montre un décalage considérable entre les orientations du ministère et les connaissances apportées par le rapport.

¹ La note d'analyse complète et sourcée est disponible en ligne sur le site du [Collectif Maths&Sciences](#).

² [Résultats du PISA 2022](#) sur le site de l'OCDE.

³ [Fiche synthétique](#) en anglais pour la France issue du rapport PISA 2022 (voir aussi la [fiche détaillée](#) en anglais)

⁴ Davantage de bruit et moins d'écoute de temps d'enseignement que dans la moyenne des pays, mais une utilisation et une dépendance plutôt modérée des téléphones portables pour les élèves français.

⁵ [Rapport OCDE 2022](#) en anglais, voir aussi les conclusions du volume 2, et [une synthèse](#) en français.

⁶ Site de l'Éducation nationale : [Choc des savoirs : une mobilisation générale pour élever le niveau de notre École](#)

Les groupes de niveau. L'instauration de groupes de niveau en mathématiques et en français ne figure pas parmi les points d'appuis cités par PISA. Il montre non seulement qu'aucun type de groupe de niveau n'a de lien significatif avec le niveau moyen, mais surtout que ces groupes de niveau sont liés à de plus grandes inégalités scolaires. Dans un contexte national déjà marqué par de fortes discriminations sociales, cette mesure risque d'accroître les inégalités sociales et le nombre d'élèves en difficulté.

Les redoublements. La volonté de recourir davantage au redoublement contredit explicitement les recommandations de PISA et va à contresens des tendances mondiales. Pourtant, tous les indicateurs étudiés par le rapport sur le redoublement sont négatifs et ce pour un coût élevé⁷. Le rôle d'autorité attribué au professeur va à l'encontre du renforcement du dialogue et de la participation des parents dans l'éducation de leurs enfants dont le rapport souligne le bénéfice. Le redoublement imposé risque donc d'augmenter les tensions, les injustices sociales et le nombre d'élèves décrocheurs.

Les méthodes imposées. Dans le premier degré, l'obligation de manuels et de méthodes réduit la liberté pédagogique de l'enseignant, en phase avec les politiques des pays ayant des faibles performances en mathématiques. Aucune étude probante n'établit la nécessité de changer de programme ni l'efficacité de la méthode présentée aux médias comme référence par le ministère. Celle-ci pose aussi la question d'un conflit d'intérêt⁸. Le rapport PISA signale le risque de rejet de mesures imposées sans l'adhésion des enseignants. Ce contrôle de l'État sur la pratique des enseignants va à l'encontre d'une valorisation de l'image et de la reconnaissance du métier.

Le baccalauréat en 1^{re}. L'épreuve anticipée du baccalauréat de culture mathématique et scientifique impacte le lycée dont la structure réformée depuis 2018 reste massivement critiquée par l'ensemble de la communauté éducative. L'annonce ne permet pas d'identifier les contenus visés⁹ qui s'appuieraient notamment sur l'enseignement scientifique général du tronc commun, jamais évalué malgré des carences tangibles¹⁰. Cette mesure ajoute donc de la confusion à un système peu lisible. Alors que le rapport PISA souligne l'importance du dialogue et de l'appui sur les parties prenantes pour élaborer les réformes, cette mesure ne répond pas aux besoins de changement de structure demandés par les acteurs de terrain. Elle risque d'augmenter les tensions sur le terrain et le stress pour les élèves et de décourager les équipes pédagogiques.

Des mesures orthogonales à PISA. Globalement, les mesures annoncées ne correspondent pas aux recommandations du rapport PISA et vont souvent à leur encontre. Aucune ne permet d'envisager à priori d'amélioration significative des performances en mathématiques, elles risquent d'accroître les inégalités scolaires et sociales, ainsi que les tensions entre les parties prenantes, pour un coût important pour la société. Enfin, elles font l'impasse sur les difficultés majeures constatées à la suite des réformes du concours d'enseignants de 2020 et du lycée de 2018 qui ont divisé par deux les effectifs des candidats au concours d'enseignants en 2022 et les effectifs des élèves en parcours scientifique au lycée général depuis 2020.

Nos propositions. En s'appuyant sur les points d'éclairage et les recommandations de PISA 2022, il paraît urgent de faire évoluer les méthodes de gouvernance en favorisant une démarche plus ascendante pour réformer, en s'appuyant sur les acteurs de terrain, de la formation et de la recherche. Soutenir et accompagner les équipes pédagogiques dans leurs pratiques de classe est nécessaire pour améliorer la confiance et le dialogue entre toutes les parties : personnel administratif, médical et psycho-social, enseignants, parents et élèves. Faciliter la mise en place des initiatives locales et en assurer le suivi et l'évaluation est indispensable pour construire des dispositifs adaptés et efficaces. Enfin, il sera essentiel de bâtir un plan solide et ambitieux pour renforcer la qualité de la formation et des recrutements, ancré sur les compétences et expertises des enseignants et formateurs du secondaire et du supérieur ainsi que les chercheurs en didactique et pédagogie.

⁷ Tous les indicateurs sont négatifs : performance, trajectoires scolaires, justice sociale, motivation, encouragement par l'enseignant.

⁸ La directrice éditoriale du manuel « méthode de Singapour » développant la méthode présentée par le ministère est aussi membre du Conseil Scientifique de l'Éducation Nationale.

⁹ Elle concernerait à la fois les 1^{eres} technologiques et générales qui ne suivent pas la même organisation. En 1^{ere} générale, elle concernerait aussi la spécialité mathématique qui ne s'adressent qu'aux élèves ayant fait ce choix de spécialité.

¹⁰ quatre amendements de programmes ou d'organisation (notamment pour l'ajout des 1h30 de maths) depuis 2018.